



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article899>

Coup d'Etat du 06 août : Wade défend le HCE et accable Sidi

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : dimanche 14 septembre 2008

Union des Forces de Progrès

Sur le perron de l'Élysée, après un entretien avec Nicolas Sarkozy, le Président sénégalais est allé au-delà de la défense des auteurs du coup d'Etat du 06 août en Mauritanie.

Me Abdoulaye Wade s'est maladroitement approprié l'argument faisant du premier président mauritanien démocratiquement élu, Sidi Ould Cheikh Abdellahi, l'unique responsable de ce qui lui est arrivé. Mercredi 10 septembre.

« L'Union européenne rappelle que l'ensemble des mesures prises par les responsables militaires qui se sont emparés du pouvoir en Mauritanie, et en particulier la destitution du président de la République, constituent une violation flagrante de la Constitution mauritanienne. »

« L'Union européenne appelle aussi à la libération immédiate du président Abdallahi ainsi qu'à un retour à l'ordre constitutionnel » et précise que « Ceci implique notamment le respect du résultat de l'élection présidentielle de 2007, qui s'était déroulée dans des conditions transparentes et démocratiques saluées par la communauté internationale. » Cette dernière déclaration de l'Union européenne a sonné comme une rectification de la résolution du parlement européen du 04 septembre 2008 sur le coup d'Etat en Mauritanie.

Dans cette résolution, les eurodéputés « ont pris note de l'annonce, par la junte militaire, de nouvelles élections présidentielles » tout en déplorant l'absence d'engagement de neutralité des militaires en vue de des élections présidentielles. Les soutiens du HCE avaient perçu dans cette résolution un abandon de la solution « retour de Sidi Ould Cheikh Abdellahi au pouvoir » et « adhésion des députés européens à la perspective d'une élection présidentielle. » Avec le communiqué de l'Union européenne du 10 septembre, la jubilation a changé de camp.

« Le retour à l'ordre constitutionnel » impliquant « le respect du résultat de l'élection présidentielle de 2007 », pour le FNDD et pour tous les opposants au putsch du 06 août, à valeur de « rétablissement de Sidi Ould Cheikh Abdellahi dans ses fonctions de Président de la République. » Le jour de la publication de la déclaration de l'UE (mercredi 10 septembre), le Président sénégalais, Me Abdoulaye Wade, sur le perron de l'Élysée, après un entretien avec le président français, Nicolas Sarkozy, donne un coup de main « inattendu » au Haut conseil d'Etat (junte auteur du coup d'Etat du 06 août en Mauritanie) :

« Le HCE est sur la bonne voie pour organiser des élections libres et démocratiques qui permettront aux Mauritaniens de choisir leurs dirigeants. Le général Mohamed Ould Abdel Aziz m'a dit qu'il allait rapidement organiser des élections. Il est dans cette voie, c'est pour ça que je suis optimiste quant à l'évolution de la Mauritanie. Nous sommes devant un fait accompli. L'essentiel aujourd'hui est de faire en sorte que la démocratie triomphe en Mauritanie, Je ne peux pas réagir aux événements en Mauritanie comme si j'étais à 10.000 km ; nos populations sont imbriquées les unes dans les autres. Les sanctions, ça touche les peuples, ça ne touche pas les gens qui sont en fonction. Le calme qui règne aujourd'hui dans le pays est la réponse du peuple au coup d'Etat. Je suis optimiste quant à l'évolution de la Mauritanie. »

Le camp des soutiens du coup d'Etat jubile de nouveau. Horizons du 11 septembre titre à sa "Une" avec une citation de Me Wade : « Le HCE est sur la bonne voie pour organiser des élections libres et démocratiques qui permettront aux mauritaniens de choisir leurs dirigeants. »

Me Abdoulaye Wade, dont le pays est un des voisins les plus immédiats de la Mauritanie, ne s'est pas contenté de défendre le Haut Conseil d'Etat pour « éviter au peuple mauritanien de subir les conséquences de sanctions économique. » Le Président sénégalais n'a pas hésité à sauter, les deux pieds joints, dans le débat politique mauritanien. A Nouakchott, les soutiens du HCE, pour justifier le coup d'Etat du 06 août, disent « Sidi Ould Cheikh

Coup d'Etat du 06 août : Wade défend le HCE et accable Sidi

Abdellahi a tenté de décapiter l'armée. » Sur le perron de l'Élysée, Me Wade a dit : « Je suis contre les coups d'Etat. Mais, en politique, les erreurs, il faut les payer. La plus grave erreur de Sidi Ould Cheikh Abdellahi était de vouloir dégager d'un seul coup tous les chefs militaires, les chefs de la police, de la garde présidentielle »

La non condamnation du coup d'Etat par Me Abdoulaye Wade n'a pas surpris les mauritaniens. Entre les deux Etats (Le Sénégal et la Mauritanie), il est de tradition d'être en bon terme avec l'autorité en place. Une condamnation du putsch par le Sénégal allait rapidement avoir des répercussions négatives sur les relations entre les deux pays. Les sanctions « inefficaces qui touchent plus les peuples que les dirigeants » ça peut également passer. Ce qui a suscité l'ire des opposants au coup d'Etat du 06 août, c'est la reprise par Me Wade de l'argument faisant de Sidi Ould Chjeikh Abdellahi responsable de ce qui lui est arrivé.

Pour le Front national pour la défense de la démocratie (FNDD) « Me Wade dénie la démocratie, piétine la légalité et s'ingère de façon provocante dans les affaires d'un peuple qui déploie tous ses efforts en vue de mettre fin aux régimes d'exception ». Le FNDD a réitéré sa position « inébranlable » exigeant la « libération du président élu Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi et son rétablissement dans ses fonctions constitutionnelles ». Que dira Me Wade en cas de retour de Sidi au pouvoir ?

Khalilou Diagana Le Quotidien de Nouakchott